

# EUROPE INFO HEBDO



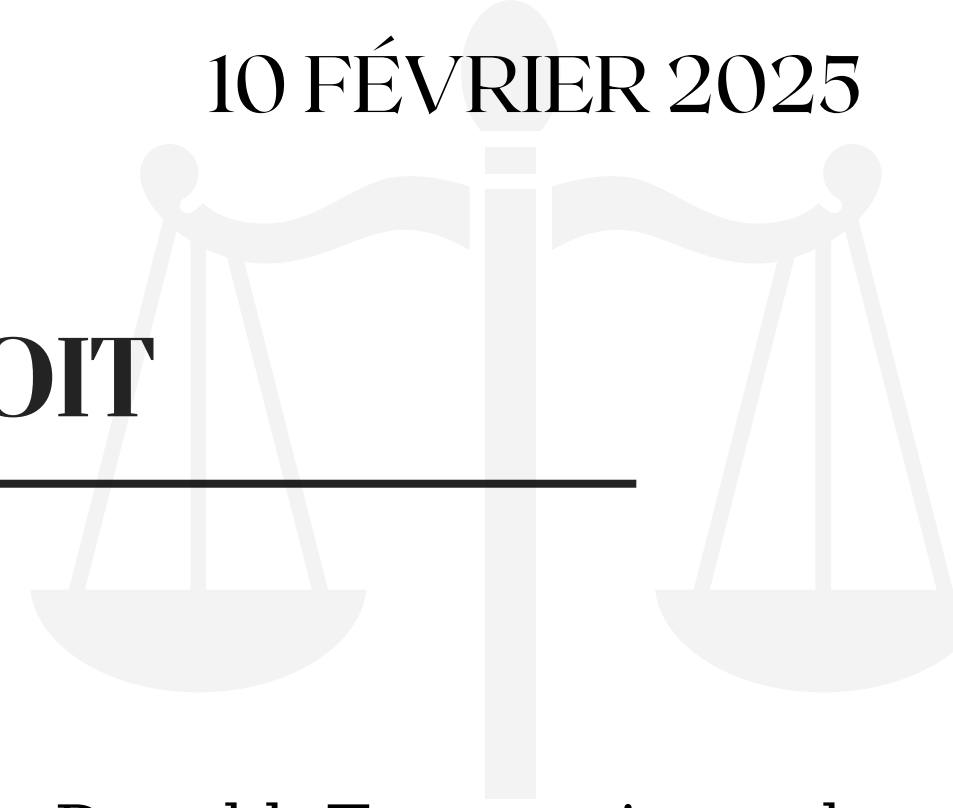
## PRIVACY SHIELD, SABOTAGES ET OMNIBUS.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,  
Etienne BONNERUE,  
Edouard GAUDOT  
Iris HERBELOT.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## TRUMP, PRIVACY SHIELD, DONNÉES, **CA TRUMP ENORMEMENT**

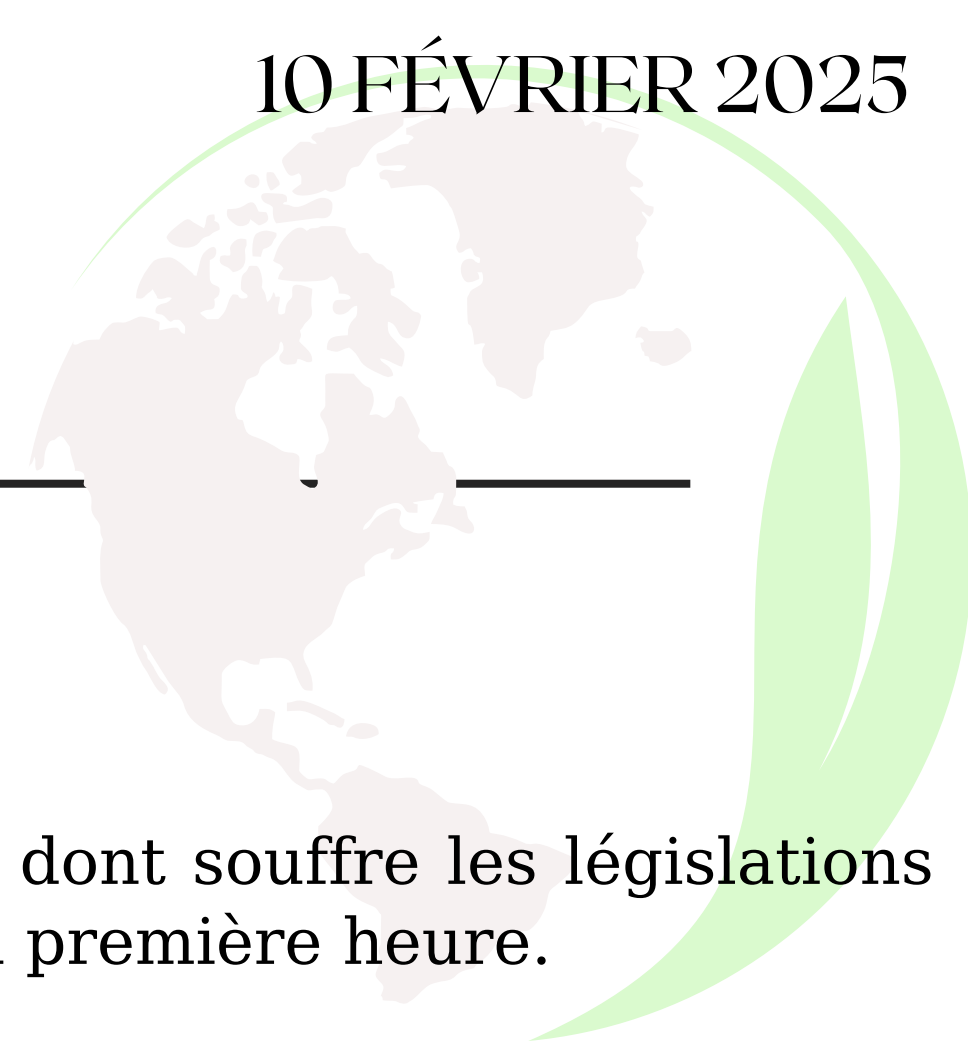
Comme un air de déjà vu... A son arrivée au bureau ovale, Donald Trump signe de nombreuses mesures pour marquer la rupture avec son prédécesseur démocrate. Parmi elles, un coup porté au Privacy and Civil Liberties Oversight Board PCLOB, un comité qui sous-tend la légalité du Data Privacy Framework, le texte qui autorise le transfert de données personnelles des Européens vers les Etats-Unis, le Transatlantic Data Privacy Framework (TADPF). L'absence d'un organe de contrôle opérationnel remet sérieusement en cause la conformité des États-Unis au RGPD.

- Déjà très contesté par le passé du fait de sa fragilité, le texte autorisant l'importation aux Etats-Unis des données des citoyens européens (V. EIH 24.04.2023 et 16.07.2023) a de nouveau du plomb dans l'aile, expliquent Les Echos.
  - Les transferts de données personnelles avec les Etats-Unis permis par les GAFAM ne répondraient plus aux exigences du RGPD.
    - En juillet 2023, la Commission européenne avait approuvé le TADPF, estimant que les garanties apportées par Washington respectaient les standards du RGPD.
    - L'existence d'un organe de surveillance efficace, tel que le PCLOB, était une pièce maîtresse du dispositif.
  - Même aux Etats-Unis, cette décision crispe.
    - Selon Alexandra Reeve Givens, présidente du Center for Democracy & Technology,
    - « *Non seulement le conseil d'administration joue un rôle crucial de contrôle des pouvoirs de surveillance du gouvernement, mais il permet également aux entreprises américaines de transférer efficacement des données dans le monde entier. Cette décision est mauvaise pour la vie privée, mauvaise pour les libertés individuelles et mauvaise pour les affaires.* » rapporte IT for Business.
- De notre côté de l'Atlantique, le silence est glaçant.
  - Les procédures devant la Cour de justice demandent plusieurs années alors que les menaces formulées par les États-Unis sont immédiates et tangibles, pour l'économie européenne ou la sécurité des États membres.
    - La Commission semble encaisser les provocations, revirements et autres appels à la confrontation transatlantique des dirigeants de la tech.
  - Toujours pour IT for Business, Guillaume Poupard, ancien directeur de l'ANSSI, explique :
    - “Pendant des années, on nous a vendu l'idée que les données pouvaient traverser l'Atlantique en toute sécurité grâce à des mécanismes de contrôle censés éviter les abus. Je n'y ai jamais cru. “
  - Ce ne serait finalement, selon lui, pas une mauvaise chose car les Européens se voient obligés de se tourner vers des solutions de confiance souveraines.
    - “*Certains disent que Trump est le meilleur VRP des solutions numériques européennes... C'est un peu vrai, objectivement.* » conclut-il.



## GREEN DEAL

### REGLEMENTATION, INDUSTRIE, OMNIBUS, **FLIP FLOP**



La volte-face, exposée la semaine dernière (V. [EIH 3.02.2025](#)), dont souffre les législations européennes se voit finalement contrée par ses défenseurs de la première heure.

- De passage à Bruxelles en visite auprès de ses collègues du groupe S&D, l'ancien Commissaire Frans Timmermans - qui fut en charge du Green Deal avant de prendre la tête d'une coalition rouge/verte aux Pays-Bas (V. [EIH 8.10.2023](#)) - a défendu avec verve les principes et les acquis du Pacte Vert aujourd'hui sous pression constante des groupes situés à droite de l'hémicycle.
  - Il rappelle en particulier le soutien que le PPE avait apporté au Green Deal en son temps, et surtout qu'il s'agissait avant tout de "la politique industrielle" de l'UE, pas d'un agenda purement vert.
  - Le député Pascal Canfin (FR-Renew), lui, a beaucoup insisté par exemple sur la nécessité de ne pas revenir sur les textes encadrant la responsabilité sociale et environnementale des entreprises - sur lesquels se concentrent les attaques (cf. [EIH 3/2/25](#)).
- Dans ce contexte de "roll back" qui fait craindre aux principaux acteurs économiques et observateurs politiques un véritable détricotage des politiques du dernier mandat, mercredi 5 février 2025, se sont ouvertes à la Commission européenne deux journées de consultation en vue de la "législation omnibus" visant à simplifier certains textes du Green Deal européen.
  - Beaucoup s'inquiètent de la trop grande influence des lobbies dans les discussions.
  - Certes, l'UE. à travers le Green Deal s'est peut être montrée plus ambitieuse que réaliste dans sa transition écologique, mais il y a lieu de s'inquiéter sur le changement dans l'approche : du "vert" au "propre" comme le propose le PPE.
  - Le "Clean Industrial Deal" européen en est par exemple un volet : c'est une initiative phare visant à décarboner les secteurs industriels tout en renforçant leur compétitivité.
    - Le programme ambitionne de conjuguer transition écologique et prospérité économique.
    - Il vise notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre des industries lourdes, telles que la sidérurgie, le ciment ou la chimie, en investissant massivement dans des technologies vertes comme l'hydrogène vert, la capture et le stockage du carbone, ainsi que l'électrification des procédés industriels.

Malheureusement, la politique industrielle européenne, enfin formulée par le Pacte vert, semble menacée dans ses fondements.



# GREEN DEAL

RÈGLEMENTATION, OMNIBUS

## **FLOP PLOUF**

Sans surprise, la mise en œuvre des ambitions climatiques européennes se heurte aux défis réglementaires et à l'influence des lobbies industriels.

- Pour rappel, lors de la Déclaration de Budapest (novembre 2024), le Conseil de l'UE avait appelé à une "révolution en matière de simplification".
  - Il souligne la nécessité de réduire les charges administratives, réglementaires et de reporting, en particulier pour les PME.
  - Cette déclaration a conduit la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à proposer la fameuse "législation omnibus" visant à consolider et simplifier des directives clés telles que la CSRD, le règlement sur la Taxonomie et la CS3D.
- Cette législation correspond à une initiative législative regroupant plusieurs modifications ou révisions de textes existants sous une seule proposition.
  - En l'espèce, elle vise à modifier des directives existantes qui nécessitent une adoption par les instances européennes et une transposition par les États membres dans leur droit national.
  - Les propositions de simplification - consultées et rapportées par le site Contexte et dont l'officialisation est attendue pour le 26 février - incluent :
    - une réduction drastique du nombre de points de données à reporter,
    - l'introduction d'une nouvelle catégorie d'entreprises, les "midcaps" (de 250 à 1500 employés), soumises aux mêmes standards de reporting que les PME,
    - la limitation des exigences de reporting appliquées à la chaîne de valeur, la suspension des travaux sur les standards ESRS sectoriels,
    - et le report de l'entrée en vigueur de la CSRD de deux ans.
- Ces propositions ont suscité des réactions contrastées.
  - D'une part, elles sont perçues comme une réponse nécessaire aux préoccupations des entreprises concernant la complexité et le coût de la conformité réglementaire, notamment pour les PME et les ETI.
  - D'autre part, des voix s'élèvent pour avertir que ces simplifications pourraient affaiblir les normes environnementales et sociales de l'UE.
    - Des organisations de la société civile ont exprimé leur inquiétude face à une possible régression des engagements en matière de durabilité.
    - Elles soulignent que la législation Omnibus pourrait être influencée par des lobbies industriels cherchant à assouplir les réglementations existantes.
    - Une lettre ouverte signée par 240 chercheurs européens a mis en garde contre les dangers de l'initiative Omnibus, craignant qu'elle ne compromette les avancées en matière de responsabilité des entreprises concernant les droits humains et environnementaux.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## SÉCURITÉ BALTIQUE, GUERRE HYBRIDE, **TROU DE LOUP**

Dans un thread, l'historien David Colon, spécialiste des questions de désinformation et de sécurité, revient sur l'enquête ouverte par le parquet de Paris sur les manipulations de son algorithme par X pour servir les intérêts commerciaux mais surtout politiques du nouveau DOGE de Washington, Elon Musk et ses minions. La leçon de ce début d'année 2025, c'est que les questions de sécurité ne se limitent plus aux seuls aspects conventionnels et militaires, ils couvrent désormais tout le champ du réel, matériel ou virtuel. La menace peut tant venir aussi de nos "alliés" que des ennemis déclarés.

- Depuis le début de la guerre en Ukraine, rares sont les semaines où il n'est pas question de sabotage de câbles sous-marins en mer Baltique et du Nord, de cyber-attaques, et de campagnes de désinformation.
  - Le 26 janvier 2025, la justice suédoise a saisi un bateau transportant des barils de pétrole russe dans le cadre d'une enquête sur le sabotage d'un câble de fibre optique entre la Suède et la Lettonie.
    - C'est la dernière ouverture en date d'une enquête pour un tel endommagement des lignes sous-marines de communication et d'approvisionnement d'énergie entre pays scandinaves et pays baltes.
  - En réponse à ces sabotages, l'OTAN a lancé le 14 janvier l'opération "Sentinelle Baltique"
    - Elle vise à augmenter la présence de navires, drones et patrouilles aériennes de l'Alliance en mer Baltique pour protéger les infrastructures critiques, et pourtant vulnérables.
    - Une réponse devenue possible depuis que les deux derniers Etats neutres de la région ont finalement adhéré à l'alliance atlantique (cf. EIH 1/6/22).
- L'Europe, notamment sous l'égide de l'OTAN, s'organise pour protéger ses infrastructures sous-marines au nord et à l'est. Cependant, l'ère de la guerre hybride (mélange des opérations de guerre conventionnelle, de cyberguerre et d'autres outils non conventionnels tels que la désinformation) touche toutes les régions, même celles les plus éloignées de la Russie.
  - C'est toutefois aux abords de la Russie que l'exemple le plus récent de campagne de désinformation a fait mouche :
    - la Roumanie est toujours aux prises avec les conséquences de l'élection de décembre dernier ayant vu le pro-russe Călin Georgescu (cf. EIH 9/12/24) quasiment un inconnu du grand public, remporter un nombre de voix disproportionné suite à une campagne sur TikTok organisée et financée par la Russie.
  - Les enjeux posés par les évolutions technologiques sont donc double :
    - les réglementations européennes visent pour l'instant l'intelligence artificielle et la protection des données à des fins sociétales et civiles,
    - mais leur intégration croissante depuis le début du siècle dans des attaques non-conventionnelles pousse les Etats-membres à inclure les capacités cyber dans leurs considérations.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

SÉCURITÉ, GUERRE HYBRIDE, UNITÉ,  
**E4**

Pour faire face aux menaces existentielles ou potentielles que posent l'invasion de l'Ukraine par la Russie, du Groenland par Trump, de Taiwan par la Chine ; de la désinformation sur les réseaux sociaux ; des hackers lointains et inaccessibles, les dirigeants européens doivent faire preuve de lucidité. Il ne suffit pas de dépenser plus, comme Donald Trump l'ordonne mais plus efficacement, et conjointement.

- Les deux vont de pair, puisque l'achat de systèmes de défense inter-opérationnels seront bien plus efficaces et facilement mobilisables que vingt-sept systèmes différents.
  - A la condition bien entendu de ne pas entretenir de dépendance supplémentaire à un partenaire, même prétendument allié.
  - Le rapport Draghi l'avait déjà souligné :
    - entre la mi-2022 et la mi-2023, 63 % de toutes les commandes de défense de l'UE ont été passées auprès d'entreprises américaines,
    - et 15 % supplémentaires auprès d'autres fournisseurs non européens (cf. EIH 29/9/24).
- La Commission a tenté de faire bouger les lignes de ce qui serait fiscalement acceptable afin d'augmenter les dépenses des Etats membres pour investir dans l'achat de systèmes de sécurité et dans l'industrie de la défense, à l'occasion du sommet des dirigeants européens au Palais d'Egmont.
  - Mark Rutte (OTAN) et Keir Starmer (UK) étaient d'ailleurs conviés.
  - L'objectif est de convaincre les acteurs individuels, comme l'Allemagne, de l'intérêt d'emprunts européens pour financer la défense européenne.
- A l'issue du sommet sur la défense européenne, les limites d'endettement seront revues à la hausse, afin de libérer une marge de manœuvre.
  - La France semble cependant isolée sur la question d'où dépenser cet argent
  - En effet, afin d'apaiser Trump, et d'aller vite, les autres dirigeants favorisent des achats d'armes américaines au détriment de l'industrie européenne.

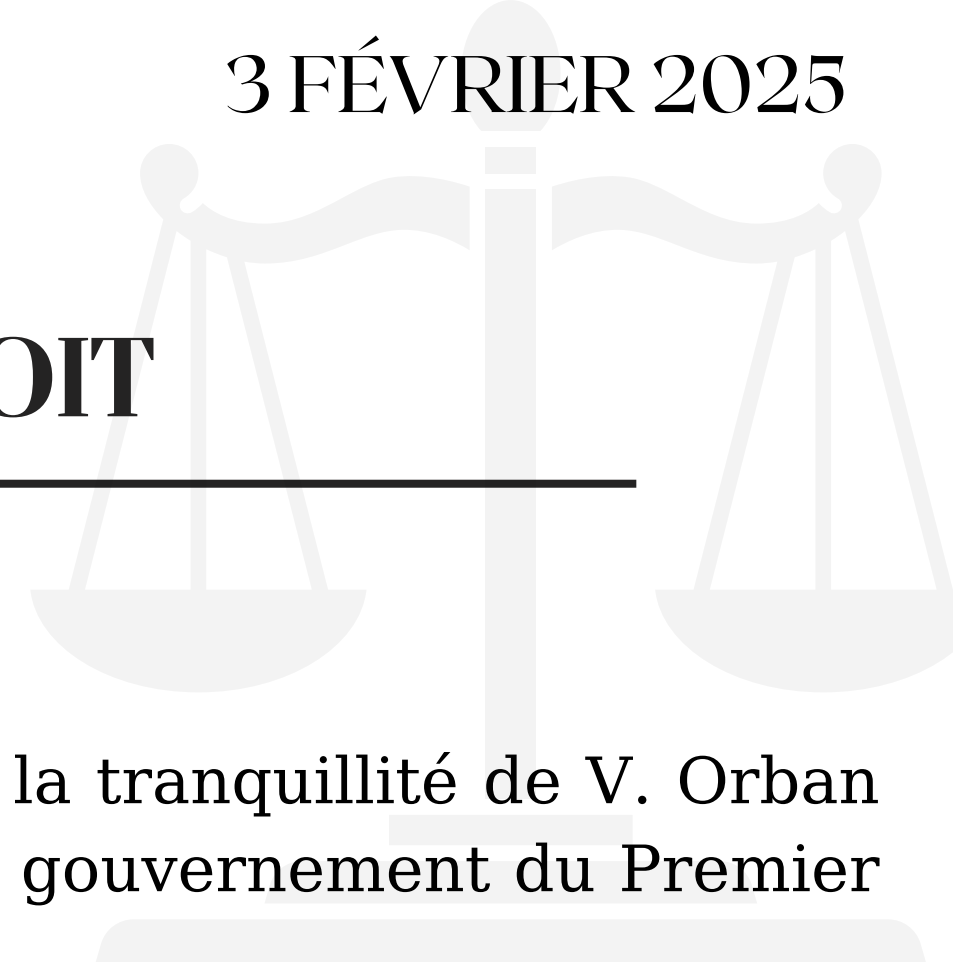
Décidément la défense européenne est une longue marche...

Pays frontalier de l'Ukraine et dépendant à plus de 90% des hydrocarbures russes, au point qu'il bénéficie encore pour cette année d'une exception sur l'embargo des importations pétrolières russes, la Slovaquie se retrouverait dans une situation de sécurité précaire si son statut de membre de l'UE ou de l'OTAN était remis en question.

- Aux cris de "la Slovaquie c'est l'Europe", les contestations populaires croissantes portent sur la tentation de conciliation de R. Fico avec le Kremlin.
  - En particulier la réduction des aides financières à plus de 130.000 réfugiés ukrainiens en réponse à l'interruption de la livraison du gaz russe par l'Ukraine pour la Slovaquie.
- Le mécontentement populaire se manifeste aussi par des corps professionnels comme avec ces [100 psychiatres slovaques](#)
  - Ceux-ci ont adressé une lettre ouverte directement au Premier ministre soulevant leurs inquiétudes face à un comportement qu'il estime de plus en plus autoritaire et manipulateur depuis la tentative d'assassinat à son encontre en mai 2024.
    - Ils dénoncent sa part de responsabilité dans l'émigration des Slovaques et son abandon des services publics.
    - Ils pointent une politique étrangère contradictoire à celle de l'UE et l'OTAN, notamment sur le conflit Ukraine-Russie, où il refuse de désigner l'agresseur.
  - Confirmant peut être le diagnostic, la réponse du Premier ministre est menaçante envers les initiateurs de cette lettre.
    - Il les accuse de profiter de leur position professionnelle pour contester les principes fondamentaux de la démocratie et par extension du résultat des élections législatives.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



SLOVAQUIE,

## **BRATISLABOYS**

Les aspirants autocrates voisins de la Hongrie doivent regarder la tranquillité de V. Orban avec envie. En Slovaquie, une profonde crise politique secoue le gouvernement du Premier ministre Robert Fico (SMER).

- Dans la continuité de celles de décembre, les manifestations croissantes dans la capitale Bratislava contre la position pro-russe du PM ont repris avec la nouvelle année.
  - Elles accompagnent la crise de la coalition gouvernementale au Parlement déclenchée notamment par le raidissement de la ligne pro-russe de R. Fico.
  - Ce dernier n'exclut plus une dissolution de l'assemblée ou des élections législatives anticipées pour répondre à cette crise.
- La déclaration du député SMER Tibor Gašpar, envisageant une éventuelle sortie de l'UE et de l'OTAN, a suscité une vive contestation de l'opposition au Parlement.
  - Le président Peter Pellegrini (HLAS-SD) mais aussi des membres du gouvernement tel que Tomáš Taraba, le Ministre de l'environnement s'y opposent aussi.
  - De nombreux politologues qualifient ses remarques de "*très dangereuses*".
    - Le professeur à l'université d'économie de Bratislava, Radoslav Štefančík, explique ces propos par la proximité du député avec des partis d'extrême droite.
  - Le Premier ministre Robert Fico soutient ces propos en affirmant que la Slovaquie doit se préparer à tous les scénarios.
    - Dans cette vidéo diffusée sur Facebook il le rappelle : « *Tout comme le Pacte de Varsovie s'est effondré en l'espace d'un an, les événements mondiaux peuvent reléguer l'UE et l'OTAN aux livres d'histoire.* »





# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

DSA, RELATIONS TRANSATLANTIQUES,

**GG**

Dans [un long thread](#), l'historien de la désinformation David Colon développe les résultats d'une enquête qui prouve que META aurait touché plus de 300.000€ du réseau de désinformation russe Doppelgänger, malgré les sanctions de l'UE. Défaut de vigilance ou double jeu du géant de la Tech? Il faudra évidemment une enquête pour le prouver et faire appliquer la législation européenne.

- L'UE pourrait se retrouver affaiblie si elle ne renforce pas ses mécanismes d'application du DSA.
  - Face aux provocations des Big Tech l'UE poursuivra-t-elle X ou Meta devant les tribunaux pour manquements la législation européenne?
    - Le DSA prévoit des sanctions sévères : en cas de non-conformité, les entreprises risquent des amendes pouvant aller jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires annuel mondial.
    - Et l'accès aux plateformes pourrait être restreint dans l'UE en cas de récidive.
  - Malgré les enquêtes ouvertes et les menaces de sanctions, l'Europe semble peiner à faire respecter ses régulations.
    - La Commission a récemment intensifié sa surveillance de X, mais cette annonce intervient après plusieurs mois de non-conformité manifeste, laissant Musk libre d'agir à sa guise en Europe.
    - Cette lenteur administrative contraste avec l'agilité des entreprises technologiques, qui adaptent rapidement leurs stratégies pour échapper aux contraintes réglementaires.
    - Cela s'ajoute à l'influence politique exercée par les États-Unis.
- Il ne suffit pas de prévoir des sanctions, il faut être capable de les faire appliquer.
  - Une réponse tardive, comme dans le cas de Musk, ne fera que renforcer la perception d'une Europe incapable d'imposer son cadre juridique aux géants du numérique.
    - La lenteur administrative de Bruxelles serait-elle révélatrice d'un manque d'efficacité de son droit dérivé voire d'une faiblesse structurelle ?
  - D'après [le site Contexte](#), Henna Virkkunen vice-présidente exécutive de la Commission chargée de la tech et des médias "a reconnu les limites du règlement sur les services numériques (DSA) pour protéger les élections nationales".
  - Les raisons de cette inefficacité sont multiples, et ne se limitent pas aux pressions géopolitiques.
    - On peut notamment mentionner les divergences d'interprétation entre les États membres, ou la faiblesse des moyens des agences nationales de régulation.
    - Un problème souligné par l'Agence des droits fondamentaux dès l'été dernier.

Le crash-test de la capacité de l'UE à se faire respecter a commencé et l'un des anciens artisans de cette résistance, [T. Breton](#), monte au créneau.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

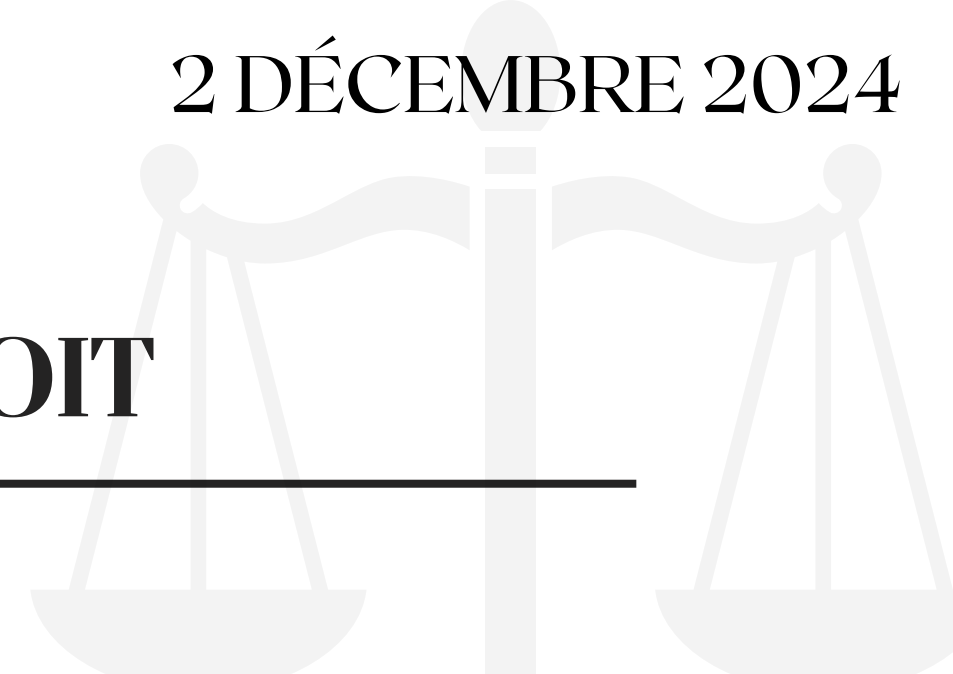
## DONNÉES NUMÉRIQUES, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE **GARANT AI**

L'autre enjeu de sécurité, eu égard à la spécificité du *business* des réseaux sociaux, concerne la réglementation sur la protection des données et de la vie privée. C'est sur ce point que la tech américaine peut être mise en difficulté en Europe même si la Chine se présente plus clairement comme une menace.

- L'autorité italienne de protection des données (la Garante) a imposé, le 20 décembre, une amende de 15 millions d'euros à la société mère de ChatGPT pour violation du RGPD.
  - Selon le communiqué de presse de la Garante, OpenAI n'aurait pas notifié à l'autorité italienne une violation du RGPD remontant à mars 2023.
    - L'entreprise américaine a utilisé les données personnelles des utilisateurs pour entraîner son chatbot.
  - L'autorité italienne accuse OpenAI d'avoir agi « sans identification préalable d'une base légale », d'avoir « violé le principe de transparence » et d'avoir manqué à son obligation d'informer les utilisateurs.
- Outre l'amende, OpenAI doit mener une campagne de communication de six mois pour informer largement le public sur le fonctionnement de son IA générative.
  - L'autorité italienne de protection des données souligne que le chatbot ne comporte pas de mécanisme de vérification de l'âge, ce qui risque d'exposer les enfants à des réponses inappropriées.
  - Cette première sanction européenne à l'encontre d'OpenAI intervient après la publication d'un avis du Conseil européen de la protection des données (CEPD) sur l'utilisation des données personnelles dans le développement de modèles d'IA.
- Enfin, la dynamique géopolitique de l'IA s'intensifie. Deepseek 3, lancé par une startup chinoise basée à Hangzhou, se présente en concurrent direct de ChatGPT.
  - Malgré les sanctions imposées par les États-Unis, qui restreignent l'accès aux semi-conducteurs avancés et au financement, la Chine a réalisé des progrès considérables en matière d'autonomie dans le domaine de l'IA.
    - Deepseek 3 affiche des performances comparables, voire supérieures, à celles de ChatGPT, tout en étant nettement moins cher, plus économe en énergie et open-source.
  - Cette initiative ne menace pas seulement le modèle commercial d'OpenAI, il souligne également la façon dont la technologie de l'IA est devenue un champ de bataille pour la domination géopolitique.
    - Ceci, avec des implications couvrant la puissance économique, la défense militaire et la souveraineté numérique.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



## NOUVELLES TENDANCES POLITIQUES, ROUMANIE, TOC TOC

Il y avait déjà eu le cas Syriza, parti de la gauche radicale grecque, arrivé au pouvoir avec Alexis Tsipras en 2015 et retombé dans l'opposition depuis. Sorti de nulle part et membre récent du parti, Stefanos Kasselaki, citoyen grec vivant aux USA, financier, cool et gay, avait gagné la présidence du parti après une campagne totalement virtuelle sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, Kasselakis a été désavoué, le phénomène est retombé et Syriza est même repassé derrière le grand rival socialiste PASOK. On le sait depuis le Brexit, les nouvelles formes de populisme numérique peuvent avoir des conséquences bien plus lourdes que le destin d'un parti d'opposition grec.

- Le premier tour de l'élection présidentielle en Roumanie a créé la surprise, avec l'ascension spectaculaire de Călin Georgescu (22%), candidat nationaliste d'extrême droite prorusse.
  - Stupeur de même avec le Premier ministre favori de l'élection, Marcel Ciolacu, relayé à la troisième place, juste derrière Elena Lasconi (centriste de USR).
  - Grâce à une campagne axée sur les réseaux sociaux, et particulièrement TikTok, Georgescu a réussi à capter un électorat jeune souvent éloigné des urnes.
    - Ses vidéos virales, associant des scènes dynamiques et des messages patriotiques, ont multiplié sa visibilité et renforcé son impact sur l'électorat.
    - Cette approche, mêlant modernité technologique et discours conservateur, a pris de court les partis traditionnels.
  - Les observateurs, tant en Roumanie qu'à l'étranger, n'ont pleinement saisi cette dynamique que trop tardivement.
    - Rappelons toutefois que les élections européennes de juin 2024 ont vu des candidats acquérir un siège après une campagne menée sur les réseaux sociaux.
- Le succès de C. Georgescu a suscité des préoccupations au sein de l'Union européenne.
  - Plusieurs ONG roumaines ont notamment demandé à la Commission européenne d'ouvrir une enquête sur l'utilisation de TikTok pendant la campagne, en s'interrogeant sur la transparence et la sécurité de cette plateforme dans un processus électoral.
  - L'enquête vise également à valider l'utilisation des plateformes (comme Tiktok) dans le respect du DSA.
    - C'est la première fois que l'UE envisage une telle démarche, soulignant l'importance stratégique de cette élection pour les équilibres européens.
- Cette élection prend notamment une dimension géopolitique majeure car le président de la République roumaine, qui siège au Conseil européen, contrôle notamment les dépenses de défense, ce qui risque de poser des problématiques, particulièrement sur la question du soutien ukrainien.
  - En effet, la Roumanie joue un rôle stratégique dans le conflit,
    - tant pour l'OTAN, dont elle abrite plus de 5000 soldats, que pour le transit des céréales ukrainiennes.
    - Elle partage une frontière de 650 kilomètres avec l'Ukraine et bordée par la mer Noire.
  - Avec un second tour décisif en perspective, les forces pro-européennes doivent rapidement se mobiliser pour contrer la montée de l'extrême droite.
    - En Roumanie, des milliers d'étudiants et de lycéens se sont rassemblés sur la place de l'Université, dans le centre de Bucarest, pour protester contre l'ascension de C. Georgescu.
  - Le second tour des élections le dimanche 8 décembre, suivant les élections législatives, joueront donc un rôle déterminant pour la Roumanie, comme pour la stabilité de l'Union européenne et de l'Otan.



## GREEN DEAL

### POLLUTION, BUSAN, PLASTIQUE, **PLASTIQUE TOQUE**

A peine la COP29 terminée à Bakou sur une note particulièrement décevante, la diplomatie environnementale s'est donnée rendez-vous à Busan en Corée du Sud pour finaliser un traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique (cf. EIH 17/4/23).

- Les chiffres sont accablants. Selon les prévisions, l'utilisation du plastique pourrait tripler d'ici 2060, entraînant une explosion des déchets plastiques, dont plus de la moitié finirait en décharge.
  - Actuellement, moins de 20 % des déchets plastiques sont recyclés, ce qui exacerbe une crise déjà largement reconnue comme une menace pour la santé humaine, la biodiversité et le climat.
  - L'UE a déclaré "la guerre au plastique" depuis au moins 5 ans, maintenant (cf. EIH 26/9/23) avec beaucoup d'ambitions, mais pas toujours suivies d'effets.
    - D'autant que les problèmes majeurs se posent d'abord dans le reste du monde, l'Asie du Sud-Est, en particulier.
- Le Monde souligne ainsi que les positions très éloignées des négociateurs laissent planer le spectre d'un échec. L'un des principaux points de discorde est la nécessité de réduire la production de plastique.
  - Les pays dotés de puissantes industries pétrochimiques, comme l'Arabie saoudite, la Russie et l'Iran, préconisent une approche centrée sur la gestion des déchets, rejetant toute limitation de la production.
  - À l'opposé, une coalition ambitieuse menée par la Norvège et le Rwanda, regroupant plus de 60 pays, appelle à une approche holistique couvrant tout le cycle de vie du plastique.
    - Cette coalition défend des mesures strictes, comme l'interdiction mondiale des plastiques à usage unique et des produits chimiques toxiques.
  - Les États-Unis, l'un des principaux producteurs de plastique, ont récemment exprimé un soutien conditionnel à la limitation de la production.
    - Cependant, l'incertitude plane sur leur engagement à long terme, en raison du potentiel retour de Donald Trump à la présidence, connu pour son soutien aux énergies fossiles.

Outre les divergences politiques, la crise plastique reflète des inégalités mondiales. Alors que les pays industrialisés produisent et consomment la majeure partie des plastiques, ce sont les pays en développement qui en subissent les conséquences les plus graves, avec des infrastructures inadéquates pour gérer ces déchets.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## UKRAINE, DÉFENSE EUROPÉENNE, INTERCONTINENTAL

Escalade ou statu quo? Alors que la situation sur le terrain se dégrade pour Kiev (cf. [EIH 17/11/24](#)), la semaine dernière, à deux mois du terme de son mandat, [Joe Biden autorisait l'Ukraine à utiliser les missiles américains Atacms pour frapper le territoire russe](#). Une permission longtemps réclamée par Kiev, mais qui pourrait arriver trop tard, avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier. Le lendemain, l'Ukraine a utilisé six de ces missiles pour frapper des cibles militaires dans la région russe de Bryansk. Immédiatement, la Russie a répliqué non pas seulement par une frappe sur la ville ukrainienne de Dnipro, mais en faisant usage d'un nouveau système de missile intercontinental de moyenne portée, qui selon l'allocution télévisée de Vladimir Poutine à la suite de l'attaque "ne peut pas être intercepté par les systèmes de défense anti-aériens occidentaux actuels".

- Une démonstration de force qui annonce éventuellement un changement de doctrine : l'usage de missiles alliés par l'Ukraine sur le territoire russe suffirait à justifier, pour la Russie, l'usage de l'arme nucléaire.
  - Une menace déjà proférée, et désormais entérinée, mais que certains analystes continuent de considérer comme "peu crédible".
  - L'usage d'un missile intercontinental sans tête armée nucléaire vient ponctuer la menace russe, et l'escalade du conflit d'attrition, après mille jours de guerre, marque une relance des hostilités avant la passation de pouvoir outre-Atlantique.
  - L'Europe centrale et orientale qui reprend mesure de la proximité du conflit.
    - Les frappes russes à l'extrême ouest de l'Ukraine (en Transcarpie) dimanche dernier ont poussé la Pologne à faire décoller des patrouilles d'avion de chasse pour couvrir la zone à la frontière hongro-polono-ukrainienne ciblée par les frappes.
    - Sauf le Premier ministre hongrois qui semble vouloir faire oublier ce danger en déclarant vouloir défier la CPI, ou peut être pense-t-il mettre son pays à l'abri avec de telles déclarations.
- Parallèlement, l'Europe prend conscience qu'elle doit faire face à une guerre hybride : outre les campagnes de désinformation pullulant sur Internet, les cyberattaques et actes de sabotage sur des installations européennes inquiètent particulièrement.
  - Alors que la destruction en septembre 2022 du gazoduc Nord Stream en mer Baltique s'oriente vers la piste ukrainienne,
  - la découverte d'un acte de sabotage -présumé- sur deux câbles de communication sous-marins reliant l'Allemagne à la Finlande et la Lituanie à la Suède,
  - renforce l'inquiétude d'une vulnérabilité européenne face à une augmentation du nombre d'attaques sur son réseau énergétique et de communication.
    - Les pays scandinaves et baltes riverains de la Baltique y voient l'œuvre potentielle d'un bateau-cargo chinois ayant mouillé à proximité du lieu du sabotage.
    - Une inquiétante preuve du soutien de la Chine à la Russie dans ce conflit étendu à l'encontre de l'Europe, et pas seulement de l'Ukraine.
- C'est dans ce contexte que les pays de l'UE atteignent un montant record de dépenses militaires de 326 milliards d'euros, soit 1.9% du PIB européen.
  - Avec la Pologne en tête du pays consacrant la plus large part de son budget à la défense (4% du PIB polonais).
    - Donald Tusk pourrait devenir l'interlocuteur européen privilégié des Américains durant le second mandat Trump, qui n'a pas caché son agacement, voire son mépris, pour l'investissement européen actuel dans sa sécurité.
  - C'est d'ailleurs à Varsovie que se sont réunis mardi 19 novembre les ministres des Affaires étrangères français, allemand, italien, polonais et espagnol.
    - On relève des observateurs invités : la future haute représentante de l'Union européenne, Kaja Kallas, et David Lammy, le Secrétaire britannique aux affaires étrangères.
  - Malgré une déclaration conjointe très tempérée en terme d'engagements concrets, le chef de la diplomatie polonaise Radoslaw Sikorski a affirmé que les ministres présents s'étaient prononcés en faveur :
    - de l'émission d'obligations européennes de défense pour financer la sécurité européenne,
    - ainsi que prêts à augmenter leur soutien financier à l'Ukraine en cas de désistement américain sous l'administration Trump.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont restés timorés quant à l'usage de leurs missiles par l'Ukraine pour défendre son territoire.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



POPULISMES, LIBRE-CIRCULATION,

## TRANS-EUROPE-EXPRESS

L'espace Schengen va-t-il disparaître? Après l'avoir suggéré, les Pays-Bas vont finalement réintroduire les contrôles à leurs frontières. Véritable réussite de la construction européenne, l'espace de libre circulation des membres d'une communauté politique élargie représente par excellence "l'Europe sans fin" prophétisée par Kraftwerk en 1977.

- C'est l'une des promesses de l'insurrection populiste qui porte les droites radicales au gouvernement, ou aux portes du pouvoir : reprendre le contrôle des frontières.
  - Sous prétexte d'arrêter les flux migratoires, l'Allemagne, l'Autriche et le Danemark, entre autres, ont réimposé les contrôles aux frontières.
    - La France l'a déjà mis en place à plusieurs reprises ces dernières années.
  - Pourtant, les franchissements irréguliers des frontières extérieures de l'UE ont chuté cette année.
    - Frontex, l'agence européenne des frontières, a enregistré une baisse de 42 % d'une année sur l'autre au cours des neuf premiers mois de 2024.
    - Il y a eu une forte augmentation des traversées de la Méditerranée orientale et une forte hausse des tentatives d'entrée dans l'UE via les Canaries (cf. EIH 5/11/23)
    - Mais ces chiffres sont plus qu'annulés - en moyenne - par la forte baisse des traversées terrestres via les Balkans et des traversées maritimes via l'Italie.
- Le retour des frontières dures d'avant Schengen n'est pas encore à l'ordre du jour, mais les effets économiques et sociaux resteront considérables, surtout pour les 2 millions de navetteurs transfrontaliers dans l'UE (selon le dernier rapport d'Eures sur la mobilité de la main-d'œuvre au sein de l'UE).
  - En outre, c'est le sentiment collectif d'être européen qui est en jeu, soulignent certains observateurs comme Eurointelligence.
  - Faisant référence au Brexit, la présence de contrôles aux frontières du Royaume Uni qui n'était pas membre de Schengen aurait ainsi renforcé le sentiment inconscient que le reste de l'UE était étranger.



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## ÉTATS-UNIS, TRANSATLANTIQUE, TRUMP, **LISTENING TO THE WIND**

Comme le titre The Economist, les alliés de l'Amérique se préparent "aux chantage, deal et trahisons". Un mauvais vent souffle à nouveau sur l'alliance transatlantique. En février dernier, D. Trump alors candidat avait déjà déclenché une première vague d'inquiétude en annonçant à ses supporters enthousiastes lors d'un meeting qu'il laisserait la Russie attaquer les alliés européens de l'OTAN, s'ils ne consacraient pas 2% de leur PIB au budget défense. Le candidat républicain était revenu sur ses propos le mois suivant, mais sans affirmer catégoriquement que les pays européens dépensant moins de 2% de leur PIB étaient assurés du soutien américain.

- Alors qu'une majorité de pays de l'UE consacrent pour l'instant moins de 2% de leur PIB à la défense, Trump envisage de monter à la barre otanienne à 3%...
  - Face à la remise en cause des solidarités dans l'OTAN, le moment est venu de reprendre avec sérieux les initiatives de défense européenne, pense-t-on à Paris et Berlin.
  - Optimistes, certains estiment que D. Trump est une chance pour la défense européenne, comme l'ancien Premier Ministre Italien, Enrico Letta, auteur d'un rapport sur le marché intérieur qui prône entre autres l'intégration des industries de défense.
- Quant à l'Ukraine, le président réélu affirme avoir un plan pour mettre fin "en vingt-quatre heures" à la guerre en Ukraine.
  - Sans plus de précisions, mais au vu de son refus d'augmenter l'aide apportée à l'Ukraine (cf. EIH 7/10/24), les craintes qu'un accord de paix au détriment de l'Ukraine soit mis sur la table sont fortes.
  - Sans l'aide américaine, l'Ukraine n'aurait plus de moyens de se défendre, à moins que les Européens ne viennent combler le trou béant laissé par les Américains.
    - Une probabilité nulle et inenvisageable, dont est conscient le président ukrainien.
    - Malgré les critiques du candidat Trump sur le fonds d'aide pour l'Ukraine en octobre dernier, Volodymyr Zelensky a félicité Trump sur le Twitter d'Elon Musk, dans un message à l'optimisme quant au soutien américain qui peine à masquer l'inquiétude qui règne à Kiev.
  - Néanmoins, comme The Economist le fait remarquer, la désillusion avec Biden était devenue si forte que l'élection de Trump pourrait paradoxalement rebattre les cartes en faveur d'un engagement moins dilatoire de Washington.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

MOLDAVIE, MACÉDOINE DU NORD, ÉLARGISSEMENT, RUSSIE,

## CRAWL RULES

L'UE ne peut vraiment plus se permettre de se désintéresser du sort de ses voisins, en particulier lorsqu'ils sont candidats à l'adhésion, sous prétexte qu'il faudrait - d'abord - réformer ses institutions en interne ou mettre fin à l'élargissement. Que risque la Géorgie si elle n'adopte pas cette loi sur les financements de l'étranger d'inspiration clairement poutinienne ? Certains s'imaginent qu'elle pourrait subir le même sort que l'Ukraine. Car la portée politique de cette législation est d'abord d'éloigner Tbilissi de l'UE.

- Pour sûr, une telle législation n'est pas compatible avec le statut de candidat à l'UE : la Géorgie risque donc de se voir bloquée dans son avancée vers l'adhésion.
  - Le veto posé par la présidente Salomé Zourabichvili et la démission de l'ambassadeur Gotcha Javakhishvili sont manifestes de cette opposition entre ceux qui pensent que faire plaisir au Kremlin assure la paix et ceux qui pensent l'inverse.
  - Les deux s'annoncent clairement mener leurs actions dans le sens de l'adhésion.
- C'est dans cette position que se montre franchement la Moldavie : plier sous les menaces du Kremlin n'empêchera pas ses ambitions expansionnistes, adhérer à l'Union européenne constitue une meilleure option.
  - Consciente du danger et claire dans ses positions, Chisinau s'apprête à signer un accord de sécurité avec l'Union européenne,
    - Sont prévus : la fourniture d'armes financées par les 27, des échanges de renseignements, de manœuvres communes.
  - La Moldavie assume totalement son statut de candidate à l'UE.
    - Le danger est réel, comme en Géorgie, puisqu'un tiers de son territoire est occupé par des forces russes.
- Enfin, la trop souvent oubliée Macédoine du Nord, candidate à l'Union européenne depuis bientôt 20 ans, a élu une nouvelle présidente de la République, Gordana Siljanovska, qui semble vouloir mettre fin aux avancées en direction de l'UE.
  - Le potentiel de déstabilisation dans les Balkans est considérable.
    - La Russie n'est pas seule en cause, la Chine, la Turquie, l'Iran, y voient un « ventre-mou » du continent qui peut servir leurs intérêts.
  - Les citoyens macédoniens se retrouvent partagés entre des aspirations à rejoindre l'Union et une affirmation de leur nation.
    - C'est un impensé géopolitique qui risque de coûter cher.
-





## GREEN DEAL

### CONCURRENCE, AIDE D'ÉTAT, INDUSTRIE, MAISON BRULE

Sous la pression de la transition verte, l'Europe serait-elle en train de changer de paradigme de la concurrence ? Selon M. Vestager commissaire européenne à la Concurrence, « le manque total d'investissements dans les batteries en Europe constitue un échec du marché ». Pour Robert Habeck, « la véritable concurrence à laquelle nous sommes confrontés n'est pas entre l'Allemagne et l'Italie, ni le Danemark, (..) mais entre l'Europe, la Chine et les États-Unis ».

- L'aide d'État allemande à Northvolt soulève cependant certains questionnements.
  - Il s'agit bien d'une aide publique caractérisée (art. 107 TFUE), procurant de fait un avantage sélectif, constituant une barrière à l'entrée et à l'expansion.
    - Elle affecte sensiblement le libre jeu de la concurrence, dotant possiblement l'usine d'une position dominante sur le marché des batteries - du moins allemand.
  - Eu égard à la compétition entre les différents États membres afin d'attirer des investissements dans des secteurs stratégiques, une telle subvention créera des disparités régionales, questionnant l'équité de traitement.
  - Les subventions ne sauraient constituer des solutions à long terme : elles ne sont censées être que des catalyseurs encourageant l'innovation - mais ne créant pas de dépendance artificielle.
    - Aussi, qui se chargera de surveiller qu'il s'agira effectivement de la « batterie la plus respectueuse de l'environnement au monde » ?
    - Quel est l'impact environnemental réel ?
    - Qui s'assurera que les avantages environnementaux se matérialisent ?
- Les comportements vertueux de Northvolt dans ses engagements environnementaux sont sujets à caution.
  - Au Canada, le Centre québécois du droit de l'environnement a déposé une demande d'injonction pour demander la suspension de travaux du projet Northvolt qui avaient conduit à un abattage d'arbres ainsi qu'à la destruction de milieux abritant des habitats d'espèces en situation précaire est imminente.
  - Au Québec, Northvolt est bénéficiaire du plus gros chèque d'aide sociale jamais émis de la province.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



---

**AGRICULTURE, RÉGLEMENTATION,  
MAISON BRUE**